

*Initiatives ministérielles*

demandons au gouvernement de changer d'idée, mais en vain.

Chose intéressante à noter, toute cette affaire n'est pas qu'une simple partie de plaisirs pour tous les députés conservateurs. Certains d'entre eux ne sont pas tellement enchantés de la décision qui a été prise. Même que le député conservateur de Annapolis Valley-Hants a clairement signalé qu'il appuyait les compensations versées pour aider les céréaliculteurs de cette région. Il serait intéressant de savoir ce qu'il pense vraiment de l'annulation des subventions «à l'Est de».

L'économie de Halifax repose sur les activités portuaires. Les silos à céréales, les activités découlant de ces silos et les emplois ainsi créés garantissent la prospérité économique relative de la ville de Halifax. Je dis «relative» par rapport à la mauvaise posture dans laquelle se trouve le reste de la région et qui est attribuable aux mesures pernicieuses du gouvernement.

Il n'y a aucune raison, si ce n'est le fait que le gouvernement ne s'intéresse qu'à un Canada circonscrit dans la région centrale du pays, pour que nos régions périssent, et pourtant on les voit dépérir. Elles meurent par manque d'attention de la part du gouvernement. Elles meurent de l'attention qu'on ne peut qualifier que de malfaisante que lui témoigne le gouvernement, attention qui va visiblement à l'encontre des intérêts d'un grand nombre de citoyens canadiens.

Si les éleveurs régionaux perdent le grain destiné à l'exportation à cause de la suppression du tarif de l'Est et que, d'une façon ou d'une autre, ils réussissent à survivre grâce à leurs autres activités, l'activité économique sera quand même réduite de 14,4 millions de dollars. Mais si les deux éleveurs régionaux ferment leurs portes, l'activité économique sera réduite de plus de 27 millions de dollars. Les industries du bétail et de la volaille des Maritimes sont extrêmement désavantagées par rapport au centre du Canada en raison du coût des céréales fourragères.

Un autre coup bas. Un autre coup à une petite entreprise viable de la région de l'Atlantique. Les Canadiens de l'Atlantique en sont rendus à se demander ce qu'ils ont fait pour mériter cela. C'est peut-être parce qu'ils ont élu trop de députés qui siègent de ce côté-ci de la Chambre. Je regarde mes collègues du Canada atlantique qui siègent de l'autre côté de la Chambre. Je regarde le député de South Shore, qui est peut-être la deuxième circonscription la plus éprouvée au Canada, qui com-

prend Lockeport et Barrington et qui était desservie par VIA Rail.

Je regarde le député de Cumberland—Colchester, le député de Halifax—Ouest et le ministre de Central Nova, et je leur demande: «Comment pouvez-vous vous accommoder de cette politique qui s'en prend à votre région et à vos électeurs, vos confrères Néo-Écossais, qui perdent leur emploi, leur gagne-pain, voire l'espoir?»

Voilà le sentiment de terreur que suscite cette politique honteuse du gouvernement, de ce gouvernement antinational qui dit aux Canadiens qui vivent dans les régions, que ce soit la région de l'Atlantique ou dans le Nord ou dans l'Ouest, qu'ils ne sont pas de véritables Canadiens et qu'ils ne méritent pas de bénéficier des mêmes avantages que ceux qui sont accordés aux autres Canadiens. Il leur dit qu'ils n'ont pas le droit de rester dans leurs villes et leurs villages pour s'y acheter une maison et élever leurs enfants tout en jouissant d'un niveau de vie décent.

Je n'oublierai jamais ce que j'ai entendu lorsque j'ai siégé à Halifax au comité chargé d'étudier les modifications de l'A.—C. J'ai entendu un député d'en face dire au président de la Fédération acadienne de Nouvelle-Écosse que si les jeunes Acadiens de cette province ne pouvaient pas trouver d'emploi, une solution simple s'offrirait à eux. Ils n'avaient qu'à déménager ou mourir de faim. Eh bien, nous ne l'acceptons pas dans le Canada atlantique, ni maintenant ni dans l'avenir. Le gouvernement ferait mieux de s'en rendre compte maintenant, et vite.

**M. Kempling:** Elle nous menace maintenant.

**Mme Clancy:** Oui, elle vous menace, Bill. En effet, il y a bien d'autres gens qui sont menaçants, juste derrière moi. Il y a 800 000 personnes dans la province de Nouvelle-Écosse, plus de 500 000 dans la province de Nouveau-Brunswick et 150 000 dans l'Île-du-Prince-Édouard. C'est peu, je l'admets. Mais nous sommes là et nous nous faisons entendre. Les députés qui ont été élus pour représenter ces gens continueront à se faire entendre.

Vous pouvez établir vos programmes. Vous pouvez appliquer votre tactique de la terre brûlée, effectuer vos missions de recherche et de destruction sur l'Atlantique. Mais nous survivrons. Nous avons survécu à John Diefenbaker, et nous vous survivrons. Plus tôt vous en serez conscients et plus tôt vous allez commencer à vous demander ce que cela va signifier pour vous et pour tous vos amis en 1992, mieux vous vous en trouverez, je pense.